



COMMUNIQUÉ DE PRESSE

UNCTAD/PRESS/PR/2026/018

Original : anglais

"Traduction non officielle. En cas de divergence, la version anglaise prévaut"

Le Forum mondial de l'investissement cherche à mobiliser des capitaux pour le développement

Une proposition de partage des risques, des outils d'investissement dans l'IA, des réformes des politiques et de nouveaux partenariats visent à orienter davantage de capitaux vers les économies en développement alors que les projets d'investissement sont en recul.

Doha, 27 octobre 2026 – Une initiative mondiale proposée pour partager les risques liés à l'investissement, de nouveaux outils pour attirer des financements destinés aux infrastructures d'intelligence artificielle (IA) et des principes visant à moderniser les traités d'investissement ont pour objectif d'aider les pays en développement à mobiliser davantage de capitaux pour le développement. Ces mesures figurent parmi les principaux résultats du Forum mondial de l'investissement 2026, organisé par ONU commerce et développement (CNUCED) et accueilli par l'État du Qatar.

Les résultats comprennent également une déclaration d'intention avec l'Union de Berne visant à renforcer la coopération dans le domaine de l'assurance des investissements, de nouveaux partenariats ciblant les économies vulnérables ainsi que le premier projet financé d'un fonds élargi consacré à l'économie océanique à São Tomé-et-Príncipe.

Ces mesures répondent à l'élargissement des déficits d'investissement. Selon le [Rapport sur l'investissement dans le monde 2026](#) de la CNUCED, plus de 80 % de l'investissement étranger direct mondial ont été destinés à seulement 20 économies en 2025. Et alors que les flux d'investissement ont augmenté au premier semestre 2026, les annonces de nouveaux projets dans des secteurs essentiels au développement, notamment les infrastructures, l'énergie, la santé et les systèmes alimentaires, ont diminué de plus de 25 % dans les pays en développement, selon le dernier [Global Investment Trends Monitor](#), fondé sur des données annualisées pour 2026.

Réduire les risques qui freinent l'investissement

Le coût élevé de l'emprunt, les capacités limitées de préparation des projets ainsi que les risques politiques, réglementaires et de change continuent de décourager les investissements dans de nombreux pays en développement.

L'Initiative mondiale pour le partage des risques d'investissement proposée vise à élargir l'accès à des instruments qui réduisent les risques et attirent des capitaux publics et privés vers des marchés insuffisamment desservis.

Contacts :

Communications et relations extérieures de la CNUCED, Cabinet du Secrétaire général

Marcelo Risi | +41 76 691 18 74 (WhatsApp) | marcelo.risi@unctad.org

unctadpress@unctad.org | <https://unctad.org/media-centre>

Pour nous rejoindre, prière de vous enregistrer [ici](#)

Elle appelle à une coopération entre les gouvernements, les institutions de financement du développement, les organismes de crédit à l'exportation, les assureurs et les investisseurs afin d'améliorer les conditions de financement et de rendre davantage de projets attractifs pour les investisseurs.

Une déclaration d'intention distincte entre la CNUCED et l'Union de Berne, l'association internationale des organismes de crédit à l'exportation et des assureurs de l'investissement, vise à renforcer la coopération dans le domaine de l'assurance du commerce et de l'investissement ainsi que de l'atténuation des risques.

Les discussions ont également porté sur les investissements dans les énergies renouvelables, les infrastructures et les minéraux critiques, notamment les possibilités offertes aux pays producteurs de minerais de développer des industries de transformation et de fabrication.

Aider les pays en développement à tirer parti de l'essor de l'IA

Les économies en développement risquent d'être davantage distancées à mesure que les investissements dans les infrastructures de l'IA se concentrent de plus en plus dans les pays les plus riches. Les dernières données de la CNUCED montrent que les investissements annoncés dans les centres de données des économies en développement ont diminué de 32 milliards de dollars.

Le Catalyseur d'investissement pour les infrastructures numériques, convoqué conjointement par la CNUCED, l'Union internationale des télécommunications et la Banque mondiale, a élargi ses partenariats et lancé une liste de contrôle pour l'investissement ainsi que des ressources de renforcement des capacités afin d'aider les pays à préparer des projets et à attirer des financements.

Un prochain guide d'investissement dans les infrastructures numériques et d'IA aidera les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à évaluer leurs besoins en infrastructures, à préparer des plans d'investissement et à élaborer des projets finançables.

Un nouveau comité directeur élaborera des principes pour un investissement responsable dans l'IA, couvrant la transparence, la durabilité et les priorités de développement.

Un partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour les affaires spatiales aidera les pays en développement à identifier des possibilités d'investissement dans l'économie spatiale.

Ouvrir des possibilités d'investissement dans les économies vulnérables

Les petits États insulaires en développement et d'autres économies vulnérables rencontrent des difficultés particulières pour attirer des capitaux, malgré les possibilités offertes par le tourisme, les industries océaniques et les services numériques.

Un Fonds élargi de la CNUCED pour l'économie océanique et les PEID soutiendra les investissements dans les industries liées à l'océan. Son premier projet financé, à São Tomé-et-Príncipe, sera axé sur le tourisme marin et côtier ainsi que sur les services environnementaux et numériques connexes.

Une nouvelle coopération soutiendra également les industries océaniques émergentes, notamment la production d'algues marines et la création de valeur ajoutée.

Un accord avec ONU Tourisme renforcera la coopération en matière d'investissement touristique et aidera les pays à préparer des projets destinés aux investisseurs.

Le Programme mondial de bourses pour fondateurs mettra en relation des entrepreneurs des pays en développement avec des investisseurs, des mentors et des marchés internationaux.

Faire en sorte que les règles d'investissement servent mieux le développement

Une plus grande prévisibilité pour les investisseurs doit aller de pair avec la capacité des gouvernements à poursuivre leurs priorités de développement.

Les nouveaux Principes directeurs pour la réforme des accords internationaux d'investissement, lancés par la CNUCED, aideront les gouvernements à moderniser les traités d'investissement tout en préservant l'espace politique nécessaire au développement.

Un nouveau programme d'assistance technique aidera les pays en développement à traduire les engagements internationaux en matière de facilitation de l'investissement en réformes concrètes, notamment grâce à une plus grande transparence et à des procédures simplifiées.

Les neuf accords et partenariats annoncés à Doha comprennent une coopération avec la Ligue des États arabes sur la diversification économique et l'intégration régionale, avec l'Association caribéenne des agences de promotion de l'investissement sur la promotion de l'investissement, et avec le Ministère du commerce et de l'industrie du Qatar sur la politique et la facilitation de l'investissement.

La CNUCED et l'UNESCO ont également lancé CreativInvest afin de mettre en relation les investisseurs avec des possibilités dans les domaines des arts, de la culture et du patrimoine.

D'autres initiatives comprennent un groupe de travail de la Zone verte sur l'investissement et la transition écologique, ainsi qu'un groupe de travail « Au-delà du PIB » examinant comment les décisions d'investissement peuvent mieux prendre en compte la création de valeur à long terme, le bien-être des populations et le développement.

De meilleures données pour orienter les décisions d'investissement

Trois nouveaux rapports régionaux sur l'investissement examinent l'évolution des tendances de l'investissement et les défis en matière de politiques.

Le [Rapport sur l'investissement dans les Caraïbes 2026](#), le [Rapport sur l'investissement dans l'Union économique eurasiatique 2026](#) et le [Rapport sur l'investissement du Conseil de coopération du Golfe](#) mettent en lumière la concentration des investissements, les reprises inégales et l'incertitude régionale.

Un Dialogue permanent entre économistes en chef et investisseurs contribuera à orienter les politiques et les décisions en matière d'investissement. De nouvelles orientations sur les rapports de durabilité et les bourses de valeurs durables aideront à renforcer la transparence et les pratiques d'investissement responsable.

Transformer les résultats en investissements

Ces initiatives s'inscrivent dans le Cadre d'action mondial de Doha pour l'investissement, qui comprend plus de 20 résultats dans six domaines prioritaires et définit les priorités pour la poursuite de la coopération entre gouvernements, investisseurs, entreprises et institutions internationales.

Organisé par la CNUCED et accueilli par l'État du Qatar, le neuvième Forum mondial de l'investissement a réuni plus de 7 000 participants pendant trois jours, dont quatre Premiers ministres, plus de 60 ministres, des investisseurs, des chefs d'entreprise, des fonds souverains, des institutions de financement du développement et plus de 200 journalistes internationaux.

La CNUCED collaborera avec les gouvernements participants et ses partenaires par le biais de l'assistance technique, de réformes des politiques d'investissement et du développement de projets

afin de transformer ces propositions, outils et partenariats en davantage d'investissements dans les pays et secteurs qui en ont le plus besoin.

À propos de ONU commerce et développement (CNUCED)

La CNUCED est le principal organe des Nations Unies dans le domaine du commerce et du développement. Fondée en 1964, elle soutient 195 États membres en leur fournissant des analyses et une assistance technique, et elle facilite le dialogue intergouvernemental.

Elle aide ainsi les pays en développement à tirer parti du commerce, du financement, de l'investissement et de l'économie numérique pour parvenir à un développement inclusif et durable.